



MINISTRE DES MINES

Le Ministre

**ARRETE MINISTERIEL N° 0256 CAB.MIN/MINES/01/2016 DU 30 MAI 2016
PORTANT AGREMENT AU TITRE DE COMPTOIR D'ACHAT ET DE VENTE
D'OR DE PRODUCTION ARTISANALE AU PROFIT DE LA SOCIETE
MARKIS SARL.**

Vu la Constitution, spécialement en ses articles 93, 202 point 36 lettre f et 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, spécialement en ses articles 10, 120 à 127 ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement minier, spécialement en ses articles 258 à 265 ;

Vu l'Ordonnance n° 15/014 du 21 mars 2015 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement, ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 15/015 du 21 mars 2015 fixant les attributions des Ministères, spécialement en son article 1^{er} lettre B point 19 ;

Vu l'Ordonnance n° 14/078 du 7 décembre 2014 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres et des Vice-ministres, telle que modifiée et compétée par l'ordonnance n° 15/075 du 25 septembre 2015 portant réaménagement technique du Gouvernement.

Vu l'Arrêté Interministériel n° 349/CAB.MIN/MINES/01/2014 et n° 149/CAB/MIN/FINANCES/2014 du 18 août 2014 portant fixation des taux des droits, taxes et redevances à percevoir à l'initiative du Ministère des Mines ;

Vu l'Arrêté Interministériel n° 149/CAB.MIN/MINES/01/2014 et n° 116/CAB.MIN/FINANCES/2014 du 5 juillet 2014 portant "Manuel des procédures de traçabilité des produits miniers de l'extraction à l'exportation" ;

Vu l'Arrêté Interministériel n° 459/CAB.MIN/MINES/01/2011 et n° 295/CAB/MIN/FINANCES/2011 du 14 novembre 2011 fixant les taux, l'assiette et les modalités de perception des droits, taxes et redevances relevant du régime douanier, fiscal et parafiscal applicable à l'exploitation artisanale des substances minérales ainsi que les performances minimales des comptoirs agréés ;

Vu l'Arrêté Ministériel n° 214/ CAB.MIN-HYDRO/01/2003 du 19 juin 2003 portant réglementation de l'exploitation et de la commercialisation de l'or de production artisanale ;

Vu l'Arrêté Ministériel n° 0274/CAB.MIN/MINES/01/2011 du 03 juin 2011 portant "Manuel de Certification des minerais de la filière aurifère" ;



Considérant la demande d'agrément au titre de comptoir d'achat et de vente d'or de production artisanale, introduite en date du 15 mars 2016 par la société **MARKIS Sarl** et les pièces requises y jointes ;

Sur avis favorable de la Direction des Mines ;

ARRETE :

Article 1^{er}

L'agrément au titre de comptoir d'achat et de vente d'or de production artisanale est accordé, pour l'exercice 2016, à la société **MARKIS Sarl**, dont références -dessous :

- Siège social : 13, AV, BENI, Q/les Volcans C/Goma
- N° Registre du Commerce et du Crédit Mobilier : CD/KN/RCCM/16-B-0409 ;
- N° d'Identification Nationale : 5-910-N05590D;
- N° Import-export :MCE/DP/KIN/152.0/091/2016;
- N° Compte bancaire : 0392050000125 FIBANK

Article 2

La Société **MARKIS Sarl** est tenue, à l'intérieur de l'ensemble du territoire national, mais en dehors des périmètres couverts par les titres miniers exclusifs délivrés aux tiers pour l'or, de :

- a) acheter l'or lui présenté par les exploitants artisanaux ou les négociants dans leurs bureaux, quelles que soient la quantité et la teneur ;
- b) se soumettre, lors de l'achat et de la vente de l'or, au contrôle technique et administratif exercé par les agents des Mines et du Centre d'Expertise, d'Evaluation et de Certification des substances minérales précieuses et semi-précieuses (CEEC) du ressort ;
- c) déposer, avant le début des activités, à la Division provinciale des Mines et à la Direction des Mines, les renseignements suivants :
 - la liste des acheteurs agréés ;
 - la liste du personnel administratif ;
 - la liste d'emplacements fixes et contrôlables des bureaux d'achats situés obligatoirement en dehors des résidences des acheteurs ;
- d) transmettre les copies des listes visées ci-dessus au Ministère des Mines, à la Banque Centrale du Congo, au CEEC et à la DGRAD ;
- e) s'interdire :
 - tout achat dans les chantiers d'exploitation artisanale ;
 - toute sous location de son agrément à des tiers ;
- f) respecter l'horaire d'ouverture et de fermeture des bureaux d'achat fixé par le Ministre ayant les Mines dans ses attributions ;
- g) transmettre mensuellement au Ministre des Mines, à la Direction des Mines, à la Division Provinciale des Mines, à la Cellule Technique de Coordination et de



Planification Minière et au CEEC, le rapport d'activités contenant entre autre les données sur les quantités d'or achetées, vendues ou en stock ;

- h) transmettre à la Direction des Mines, pour des raisons de contrôle, les copies des contrats signés avec des partenaires en vue du traitement ou de la transformation de l'or ;
- i) payer les impôts, taxes et redevances conformément à la réglementation en vigueur ;
- j) soumettre ses produits à l'exportation au contrôle de l'Office Congolais de Contrôle ;
- k) se conformer à la réglementation de la Banque Centrale du Congo en matière de change ;
- l) disposer en propriété d'au moins un immeuble en matériaux durables dans chaque centre d'activités ;
- m) indiquer l'origine ou la provenance des fonds ou du financement devant servir à toutes les opérations en rapport avec ses activités au moyen d'une attestation ou d'un certificat délivré par une institution financière bancaire fiable ;
- n) procéder au rapatriement des recettes d'exportation, conformément à la réglementation en la matière.

Article 3

Sans préjudice des poursuites judiciaires et d'autres sanctions prévues par le Code Minier et le Règlement Minier, tout manquement aux obligations reprises à l'article 2 ci-dessus entraîne, conformément à l'article 127 du Code Minier, le retrait du présent agrément.

Article 4

Le Secrétaire Général des Mines est chargé de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 30 MAY 2016

Martin KABWELJLU.

Ampliations

Cabinet du Président de la République	(1)
Cabinet du Ministre des Mines	(1)
Secrétariat Général des Mines	(1)
Direction des Mines	(2)
Commission de Certification	(1)
CTCPM	(1)
Division Provinciale des Mines	(1)
Société MARKIS Sarl	9